

Chanaleilles, le 23 juin 2023

DREAL ARA-CIDDAE		N°
Destinataire		Copie à
Arrivée	29 JUIN 2023	LYON
Observations		

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes,  
Service CIDDAE / pôle AE  
5, Place Jule Ferry  
69453 LYON cedex 06

Objet : Lettre recommandée avec accusé de réception n° 1A 196 351 6156 7  
Recours administratif préalable obligatoire  
Décision n°2022-ARA-KKP-4172 sur le projet dénommé « Demande d'autorisation de remise en culture des parcelles A 59 et A 62 » sur la commune de Thoras (département de la Haute-Loire) - Examen au cas par cas.

Madame la Préfète,

Par décision n°2022-ARA-KKP-4172, suite à l'examen au cas par cas de mon dossier déposé le 23 mars 2023, vous avez soumis le projet de défrichement de 1,16 ha à évaluation environnementale considérant que le projet intercepte les ZNIEFF de type II « Margeride » et « Haute-Vallée de l'Allier » et concerne une forêt identifiée comme ancienne, considérant également que le projet, réalisé, et cumulé avec d'autres défrichements ou déboisements a conduit à réduire considérablement la surface du bois de Charrade et du massif forestier qui lui est adjacent.

Nous souhaitons vous apporter des compléments d'information au vu des éléments mentionnés dans la décision.

Le projet concerne la régularisation d'un défrichement après une coupe réalisée par les anciens propriétaires entre 2016 et 2018. J'ai récupéré ces parcelles à la suite à un échange à l'amiable en 2018. Elles étaient alors déboisées mais non défrichées. Il s'agissait d'une forêt de pins sylvestres purs qualifiée de forêt ancienne (cf. couche SCAN Etat-major (R), IGN/CBNMC forêt ancienne) mais sans arbres. Le défrichement de la parcelle en question n'aurait donc que peu d'incidence par rapport à la situation après coupe rase.

Le projet concerne effectivement la ZNIEFF de type II, n°830007468 « MARGERIDE ». Cette ZNIEFF a une superficie de 37011,14 hectares. La fiche descriptive, disponible sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel indique que cette zone a été classée suite à l'inventaire de milieux déterminants dont les landes sub-atlantiques à genêt et callune, les fourrés de saules, les landes à genêts, les pelouses atlantiques à nard raide et groupements apparentés, les gazons à nard raide et groupements associés, les prairies à molinies et communautés associée, les prairies de fauche de montagne, les hêtraies atlantiques acidiphiles, les forêts subalpines hercyniennes, les bois de bouleaux à sphaignes, tourbières et éboulis siliceux. Les forêts de pins sylvestres n'apparaissent pas dans les milieux déterminants mais dans les autres milieux. Nous retrouvons la même analyse pour le milieu « Forêt de pins sylvestres » concernant la ZNIEFF de type II, n°830007469 « HAUTE VALLEE DE L'ALLIER » qui couvre, elle, 65624 ha.

Ces deux ZNIEFF ont en commun, parmi leurs milieux déterminants, les « prairies de fauche de montagne » et les milieux conservés ouverts par le pastoralisme.

Or notre projet consiste bien à implanter des prairies de fauche tendant à créer une autonomie fourragère pour notre exploitation aussi bien qu'à favoriser le développement d'un milieu déterminant « prairies de fauche de montagne ».

Les forêts de pins sylvestres représentent 8,9 % des milieux de la ZNIEFF « Haute vallée de l'Allier » et 14,2 % de la ZNIEFF « Margeride ». Le projet impacte respectivement 0,01 % et 0,008 % de ces surfaces. Son impact sur le fonctionnement écologique (fragmentation) est donc négligeable. La destruction de cette surface de pins sylvestres suite au projet, n'aura pas d'impact notable sur l'ensemble des surfaces en conifères de la ZNIEFF. On peut aussi estimer qu'il n'y aura pas d'impacts notables sur la faune et la flore présentes au vu de la localisation et de la superficie concernée.



Concernant les réservoirs biologiques mentionnés dans le SRADDET, les enjeux vis-à-vis des réservoirs sont la préservation de leur fonctionnalité écologique. Le projet ne remettra pas en cause la préservation globale de la ZNIEFF donc du réservoir.

Le bois de Charrade a, il est vrai, subi au cours des trente dernières années une atteinte de sa surface en bois (cf. annexe 1 évolution du massif). Cette atteinte est cependant contrebalancée par une ouverture des milieux à vocation agricole majoritairement constitués de pâturage et de prairies de fauche en lieu et place de ces boisements. Pour rappel, la commune présente un taux de boisement de 48,6 % supérieur à la moyenne départementale (40,77%).

Aujourd'hui les deux parcelles concernées représentent une enclave dans une zone interdite de la réglementation départementale des boisements. Seule la parcelle A 62 a un lien avec ce qui reste du bois de Charrade par un linéaire de 65 mètres environ. Nous sommes en droit de penser que si ces 65 mètres n'étaient pas accolés à ce reste de massif, les parcelles en question auraient été classées en zone interdite lors de la révision de la réglementation de 2017 (cf. annexe 2 situation réglementation des boisements) et que leur défrichement aurait été libre (non soumis à autorisation préalable).

Si nous pouvons estimer la surface du bois de Charrade en 2005 à 78ha, il n'en reste aujourd'hui que 22. Cependant les hectares qui ont été défrichés l'ont été en accord avec la réglementation des boisements départementale classant ces 56ha en zone interdite et privilégiant une autre fonction pour ce massif forestier. Aucune des surfaces prises à la forêt n'a subi une urbanisation/artificialisation/imperméabilisation, toutes ont été consacrées à une agriculture de montagne dominée par l'élevage, il en sera de même pour les parcelles A62 et A59, permettant de ne pas perturber la biodiversité locale, qui bénéficie par ailleurs de nombreux autres milieux équivalents à proximité.

Au niveau de l'impact indirect, le risque d'érosion liée à la pente, est limité du fait du faible pourcentage de pente et du couvert végétal envisagé des cultures mises en place (prairies permanentes) limitant fortement le risque d'érosion. Les coupes ayant eu lieu avant 2018 (par un autre propriétaire), les impacts liés aux travaux de défrichement seront nuls et ne nécessitent donc pas de mesures d'évitement et de réduction. Nous pouvons en effet estimer, du fait de la localisation du projet que ces impacts sont non significatifs.

Il ne s'agit pas de cultures intensives. Notre exploitation de vaches laitières implantée en zone de montagne s'intègre depuis toujours dans cet environnement qu'elle respecte ; elle s'inscrit dans la tradition fromagère de ce secteur de Haute-Loire. L'exploitation est entrée dans la démarche de demande de reconnaissance AOP pour le fromage « Artisan » de la Haute-Loire.

La transformation fromagère impose sérieux et technicité afin de répondre aux exigences de qualité du lait reconnue par la clientèle. La pratique du séchage en grange et la nécessité de produire un foin de qualité pour atteindre nos objectifs font que, depuis de longues années, l'exploitation travaille sur l'implantation de prairies en mélange de légumineuses et graminées pour favoriser la production de fourrage, la longévité des prairies et la qualité du fourrage récolté.

Nos pratiques sont donc orientées depuis toujours vers la recherche de cette qualité et les solutions techniques retenues ont toujours convergées vers la limitation au strict minimum de l'usage de traitement phytosanitaires. Nos registres phytosanitaires sont le gage de cet engagement constant. Vous trouverez les exemplaires des trois derniers registres joints à la présente demande (cf. annexe 3 registres phytosanitaires 2020-2021-2022) et vous constaterez qu'aucun traitement phytosanitaire n'y figurent.

Ces deux parcelles seront intégrées à nos pratiques et le choix a été retenu de les utiliser en prairies permanente afin qu'elles jouent leur rôle de puits de carbone. Vous trouverez ci-joint l'acte d'engagement écrit de maintenir ces deux parcelles (A 62 et A59) dans le cadre de cette production et d'aviser tout utilisateur ou propriétaire ultérieur de l'obligation du respect de cet engagement (cf. annexe 4 Acte d'engagement pour mise en place de prairie permanente, compensateur au défrichement - article L.314-6 du code forestier alinéa 3°)

Les légumineuses présentes dans le mélange choisi par l'exploitation, type dactyle/luzerne, captent l'azote de l'air favorisent son assimilation. Elles permettent ainsi de réduire à minima les apports d'engrais minéraux. La fertilisation est ainsi réalisée en priorité avec les effluents d'élevage et des apports régulier de calcium pour favoriser le maintien de ces légumineuses. Les apports de calcium permettent également de maintenir le PH des sols indispensable pour le développement d'une flore variée dans les prairies. De façon résiduelle, si la nécessité se fait ressentir, des apports d'engrais minéraux pourront être pratiqués, de façon générale ils ont lieu au printemps des mois d'avril à juin.

Afin de permettre la mise en place de cette prairie permanente à flore variée, un semis sous couvert de céréales est nécessaire uniquement pour la première campagne culturale. Les variétés de légumineuses et de graminées qui composent le mélange permettront une durée de production pérenne.

Le projet a pour objectif de sécuriser l'apport fourrager de l'élevage de bovins dans un contexte de changements climatiques et d'augmentation de sécheresse, dans une agriculture d'élevage de montagne souvent difficile. Il participe de la recherche d'autonomie alimentaire et de pratiques agricoles résilientes qui ont toujours été impératives dans les territoires plus défavorisés comme le nôtre.

Le défrichement fera l'objet d'une compensation au titre du code forestier. Le maintien de l'équilibre biologique de la zone sera ainsi garanti, conformément aux prescriptions de l'article L341-5 du code forestier.

Pour rappel, le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection d'adduction en eau potable et n'aura aucun impact sur les milieux humides et aquatiques.

Au vu de ces éléments d'analyse en termes d'impacts je souhaite que vous réévaluiez mon dossier et sollicite par la présente la dispense d'évaluation environnementale.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires que vous jugeriez utiles pour l'étude de notre recours, et dans l'attente d'une issue que nous espérons favorable,

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de nos respectueuses salutations.

Les Gérants :

Mr Franck CHASSEFEYRE

Mr Michel CHAURANT



Pièces jointes :

- Annexe 1 - évolution du massif,
- Annexe 2 - situation réglementation des boisements,
- Annexe 3 - registres phytosanitaires 2020-2021-2022,
- Annexe 4 - Acte d'engagement pour mise en place de prairie permanente, compensateur au défrichement - article L.314-6 du code forestier alinéa 3°.

